



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 27 au 31 janvier 2025

Le président Ramaphosa signe l'Expropriation Bill, provoquant des tensions au sein du gouvernement d'unité nationale (GNU) (Gouvernement sud-africain)

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a officiellement promulgué le 23 janvier dernier l'Expropriation Bill, une loi qui établit un cadre légal pour l'expropriation de biens, y compris des terres, afin de corriger les inégalités historiques issues de l'apartheid en matière de propriété foncière. L'expropriation sans compensation pourrait être appliquée dans des cas spécifiques, notamment lorsque des terres ne sont pas utilisées ou sont occupées illégalement. L'objectif est d'accélérer la réforme agraire et de garantir un accès plus équitable à la propriété foncière, en particulier pour les populations noires historiquement défavorisées.

La notion d'intérêt public utilisée dans la loi fait toutefois débat au sein même de la coalition gouvernementale. La *Democratic Alliance* (DA), deuxième parti en nombre de ministres, est particulièrement critique, mettant en avant les impacts négatifs que la mesure pourrait occasionner sur les investissements, et l'économie au sens large. À noter que la DA est traditionnellement affiliée aux communautés blanches du pays, qui pâtiraient principalement de l'expropriation des terres. L'*Inkatha Freedom Party* (IFP), troisième plus grand parti de la coalition, a également soulevé des objections à la signature de la loi. Les responsables politiques de la DA et l'IFP ont toutefois précisé ne pas remettre en cause la coalition à l'heure actuelle.

Le président a également promulgué deux autres lois : le *General Intelligence Laws Amendment Bill*, qui vise à réformer le cadre des services de renseignement afin de renforcer les mécanismes de surveillance et de transparence et à améliorer le fonctionnement des agences de sécurité pour prévenir les abus de pouvoir ; et le *National Prosecuting Authority Amendment Bill*, qui renforce les pouvoirs du ministère public (*National Prosecuting Authority* - NPA), lui permettant de lutter plus efficacement contre la corruption et la criminalité financière, et doit faciliter les enquêtes et les poursuites contre les responsables d'actes de corruption à haut niveau.

Sommaire:

Afrique Australe

- Sommet Mission 300 sur l'énergie en Afrique organisé par la Banque Mondiale et la Banque africaine de développement (BAfD) à Dar Es Salaam (Banque Mondiale)
- Le gel de l'aide américaine : une menace pour la lutte contre le VIH en Afrique

Afrique du Sud

- Accord en vue entre Transnet et les exportateurs sud-africains de charbon et de fer pour que ces derniers investissent dans l'entretien du réseau ferroviaire (Mining.com)
- Les tensions au sein du GNU affectent le cours du rand
- Le FMI publie sa revue Article IV (FMI)
- La Banque centrale abaisse son taux directeur de 0,25 point à 7,5% (SA Reserve Bank)

Angola

- L'Angola présente son plan d'endettement pour 2025

Botswana

- Le Botswana finalise un nouvel accord avec De Beers sur les diamants (Mining.com)

Mozambique

- La Banque centrale abaisse son taux directeur de 0,5 point à 12,25% (Banco de Moçambique)
- Le Président de la République, Daniel Chapo, vient d'achever la composition de son premier gouvernement (*Présidence*)

Namibie

- Hausse du taux de chômage en Namibie à 36,9% en 2023 (Namibia Statistics Agency)

Zambie

- Publication d'une étude de faisabilité démontrant le potentiel d'une mine d'uranium en Zambie (Proactive Investors)
- L'inflation annuelle se maintient à 16,7% au mois de janvier 2025 (Zamstats)

Afrique Australe

Sommet *Mission 300* sur l'énergie en Afrique organisé par la Banque Mondiale et la Banque africaine de développement (BAfD) à Dar Es Salaam (*Banque Mondiale*)

Des chefs d'État africains, des chefs d'entreprise et des partenaires de développement se sont réunis les 27 et 28 janvier dernier à Dar es Salaam, en Tanzanie, à l'occasion du sommet *Mission 300* sur l'énergie en Afrique, organisé par la Banque Mondiale et la Banque africaine de développement. Ces partenaires se sont fixés pour objectif de fournir l'accès à l'électricité à 300 millions de personnes d'ici 2030, via des investissements dans les énergies renouvelables (solaire, hydraulique, éolien) et l'amélioration et l'expansion des réseaux électriques et de solutions alternatives comme les mini-réseaux.

La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) et la Banque islamique de développement (BID) ont annoncé un engagement financier d'environ 6 M USD tandis que l'AFD s'est engagé à hauteur de 1 Mds EUR. [Le directeur général de l'AFD, Rémy Rioux, a rappelé que le prochain sommet Finance en commun \(FICS\), qui se tiendra du 26 au 28 février prochain à Cape Town, et dont il est le président, mettrait au centre de son agenda la mobilisation autour de la Mission 300.](#)

La Banque mondiale et la BAfD prévoient de consacrer respectivement 30 à 40 Mds USD et 10 à 15 Mds USD à ce plan, qui viendront s'ajouter aux financements du secteur privé. [Le Malawi a ainsi obtenu une subvention de 250,8 M USD de la Banque Mondiale visant à améliorer l'accès à l'électricité dans tout le pays.](#) Enfin, plusieurs pays africains tels que la Zambie se sont engagés à réformer leurs compagnies nationales d'électricité, à favoriser l'intégration des énergies renouvelables et à relever les objectifs nationaux en matière de raccordement à l'électricité afin notamment d'attirer les capitaux privés.

Le gel de l'aide américaine : une menace pour la lutte contre le VIH en Afrique

La décision de Donald Trump de suspendre pendant 90 jours son aide bilatérale au développement pourrait avoir des conséquences dramatiques pour les programmes de lutte contre le VIH en Afrique. Ce gel, annoncé le 20 janvier 2025 à la suite de son investiture, couvre des programmes clé tels que le Plan d'urgence pour la lutte contre le sida (Pepfar), qui a sauvé des millions de vies depuis sa création en 2003. En 2024, Pepfar fournissait un traitement antirétroviral vital à près de 21 millions de personnes dans 55 pays, dont une grande majorité en Afrique subsaharienne.

En Afrique du Sud, environ 5,6 millions de personnes reçoivent un traitement antirétroviral. Si la lutte contre le VIH est partiellement financée par le gouvernement sud-africain, Pepfar reste une ressource indispensable dans le pays (140 Mds USD de financements en Afrique du Sud depuis le lancement du programme, dont 448 MUSD en 2024), notamment concernant les politiques de prévention. Des recherches de pointe sur le VIH et la tuberculose en Afrique du Sud sont également financées par les Instituts nationaux de la santé américains (NIH).

D'autres pays de la sous-région australe, parmi lesquels le Malawi, dont le budget de la santé est particulièrement limité, dépendent fortement du programme Pepfar. En 2024, Pepfar a ainsi alloué 180 millions de dollars au Malawi. Le gel annoncé pourrait donc freiner les progrès réalisés et mettre en danger des millions de vies dans les pays les plus vulnérables.

Afrique du Sud

Accord en vue entre Transnet et les exportateurs sud-africains de charbon et de fer pour que ces derniers investissent dans l'entretien du réseau ferroviaire (*Mining.com*)

[Les principaux exportateurs de charbon et de métaux d'Afrique du Sud s'engagent à investir plusieurs milliards de rands dans l'amélioration des infrastructures](#)

[ferroviaires du pays](#). Cette initiative vise à résoudre les goulets d'étranglement logistiques et les accidents liés à la déliquescence des infrastructures de Transnet, qui entravent l'exportation des ressources minières vers les ports. Le réseau ferroviaire sud-africain, opéré par l'opérateur public Transnet, a en effet connu une détérioration significative ces dernières années, marquée par des vols de câbles, un manque d'entretien et une mauvaise gestion chronique. Ces problèmes ont conduit à une baisse des volumes transportés (154M en 2023, soit -34% depuis 2018), affectant gravement les exportations de charbon, de fer et d'autres métaux.

Or, l'Afrique du Sud a un grand besoin de ces revenus liés à ces exportations. Elle était le quatrième exportateur mondial de fer (pour un montant de 4,8 Mds USD), et le sixième exportateur mondial de charbon (pour 12,7 Mds USD) en 2022. Les entreprises minières comme Anglo American et Glencore, sous l'égide du groupe d'intérêt B4SA, prévoient ainsi de financer des projets de modernisation ferroviaire pour améliorer la capacité et la fiabilité du réseau et en conséquence la compétitivité du secteur minier sud-africain. Cette annonce marque une nouvelle étape dans le lent processus de privatisation de Transnet.

Alors, que la dette de l'entreprise nationale continue d'augmenter (environ 7 Mds EUR), [Zuko Golimpi le chef adjoint du comité de transformation économique du parti du président Ramaphosa \(ANC\) a déclaré le 26 janvier dernier que Transnet aurait besoin d'un programme d'allègement de la dette d'environ 13 Mds EUR, sur le modèle de celui conclu avec l'énergéticien Eskom en 2022](#). Cette déclaration intrigue alors que le ministre des finances, Enoch Godongwana, qui est également membre du comité de transformation économique, doit présenter son budget pour l'exercice 2025/26 le 19 février prochain. Il a par le passé déjà refusé de nouveaux renflouements pour les entreprises publiques en difficulté du pays.

L'importance de Transnet pour le pays (ses dysfonctionnements auraient coûté environ 20 Mds EUR au pays en 2022 selon le Trésor National) et les premiers résultats

positifs de la nouvelle équipe dirigeante (stabilisation des volumes de fret ferroviaire sur le dernier exercice), pourraient toutefois pousser le gouvernement sud-africain à octroyer une nouvelle garantie souveraine permettant à Transnet de se financer auprès de bailleurs internationaux et de rembourser une partie de sa dette. La dernière, octroyée fin 2023, s'était élevée à environ 2,4 Mds EUR.

Les tensions au sein du GNU affectent le cours du rand

[Le 25 janvier, la Democratic Alliance \(DA\), deuxième parti en nombre de députés, a marqué sa forte opposition à la ratification par le président Ramaphosa de la loi sur les expropriations \(Expropriation Bill\), ainsi qu'au projet de réforme de l'assurance maladie \(National Health insurance\) portée par l'ANC](#). Ces dissensions au sein du GNU ont été immédiatement suivies d'une forte dépréciation du rand, qui a perdu 2% en 72 heures vis-à-vis du dollar américain (de 18,40 ZAR pour 1 USD le 25 janvier à 18,85 ZAR pour 1 USD le 28 janvier). La déclaration du chef de la DA, John Steenhuisen, qui a rappelé le 28 janvier l'attachement de son parti au gouvernement d'union nationale (GNU) et écarté l'hypothèse d'une rupture à court terme, a réduit le risque d'instabilité politique et rétabli temporairement la confiance des marchés.

Le FMI publie sa revue Article IV (FMI)

[Le 30 janvier, le FMI a publié son rapport annuel d'analyse économique annuel sur l'Afrique du Sud, dit rapport « Article IV »](#). Selon l'institution monétaire, la croissance est restée atone en 2024 (+0,8 %, après +0,7 % en 2023), sous l'effet de la sécheresse particulièrement sévère qui a frappé le pays. Elle devrait toutefois s'accélérer à partir de 2025, soutenue par la reprise de la consommation des investissements, soutenus par une production d'électricité stable, et atteindre entre 1,5% et 1,7% par an sur les prochaines années. Le FMI estime qu'en engageant des réformes plus ambitieuses (climat des affaires, secteur logistique, marché du travail), les autorités pourraient augmenter le potentiel de croissance à près de 3% sur le moyen-terme. L'institution monétaire salue toutefois le ralentissement de l'inflation,

qu'elle estime à 4,5% en moyenne en 2024 (après 5,9 % en 2023), et la politique monétaire prudente menée par la Banque centrale. Elle alerte en revanche sur la situation des finances publiques, qui devrait continuer à se détériorer : l'institution internationale anticipe ainsi des déficits de 6,1 % du PIB en 2024 et de 6,6 % du PIB en 2025, bien supérieurs aux prévisions du gouvernement. En conséquence, la dette publique, projetée à 82% du PIB en 2027 (contre 75,7% du PIB en 2024) devrait continuer à augmenter. Au regard de ces perspectives mitigées, le Fonds insiste sur la nécessité i) de renforcer la consolidation fiscale afin de réduire la dette publique ; ii) et de mettre en place des réformes structurelles ambitieuses pour encourager l'investissement privé et favoriser une croissance soutenable, inclusive et verte.

La Banque centrale abaisse son taux directeur de 0,25 point à 7,5% (SA Reserve Bank)

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale (South African Reserve Bank - SARB) a réduit son taux directeur de 0,25 point à 7,5% lors de sa réunion du 30 janvier. Il s'agit de la troisième baisse consécutive du taux directeur depuis septembre 2024 (-0,75 point au total, depuis le point haut de 8,25%). La décision, prise à quatre voix contre deux (en faveur d'un maintien à 7,75%), est conforme aux attentes des observateurs. La SARB justifie sa décision par la baisse de l'inflation (4,4% sur l'année, 2,9% sur un an au mois de décembre 2024), qui devrait rester dans la fourchette inférieure de la Banque centrale (3 à 6%) au premier semestre 2025. L'institution financière demeure néanmoins prudente face à un risque important d'inflation importée. Elle souligne notamment le risque d'une remontée des taux d'intérêts directeurs et d'une hausse des droits de douane, qui pourraient entraîner une forte dépréciation du rand et une inflation potentiellement supérieure à 5% en 2025.

Angola

L'Angola présente son plan d'endettement pour 2025

La ministre des Finances a présenté il y a quelques jours un plan d'endettement pour 2025, qui s'inscrit dans la stratégie d'endettement à moyen terme pour la période 2024-2026 approuvée en décembre 2023. Cette stratégie, qui vise à garantir la soutenabilité de la dette publique tout en soutenant la croissance économique et en maîtrisant l'inflation, prévoit notamment une réduction du service de la dette à 45% des dépenses publiques d'ici 2026, contre 63 % actuellement, via la contraction de prêts externes à des conditions semi-concessionnelles (assortis d'échéances de remboursement de 15 à 20 ans et de périodes de grâce d'au moins cinq ans) et l'interdiction des financements adossés à des garanties en ressources naturelles. La dette publique, qui représentait environ 63,9 % du produit intérieur brut (PIB) en 2024, devrait atteindre 58,6 % en 2026, grâce à une croissance soutenue et à des excédents budgétaires primaires, et ce malgré l'impact de la dépréciation de la monnaie nationale sur une dette majoritairement libellée en devises étrangères. Pour l'année 2025, le gouvernement angolais anticipe un déficit budgétaire de 1,65 % du PIB (en légère augmentation par rapport au déficit projeté de 1,46 % pour 2024), et un besoin de financement de l'ordre de 15 Mds USD (dont 7,2 Mds USD de prêts externes). L'inflation annuelle devrait ralentir à 16,6 %, contre plus de 29 % en 2025.

Botswana

Le Botswana finalise un nouvel accord avec De Beers sur les diamants (Mining.com)

Le Botswana, sous l'impulsion de son nouveau président Duma Boko, et le géant minier De Beers ont conclu un nouvel accord à long terme qui renforce la position du pays dans l'industrie du diamant. Cet accord, dont la finalisation a pris plusieurs mois, prévoit un partage plus avantageux des revenus pour le Botswana. L'accord prévoit notamment l'augmentation progressive de la part des diamants allouée au Botswana dans la co-entreprise Debswana, qui atteindra 50 % d'ici 2033 au lieu de 25% aujourd'hui. Une extension du partenariat entre le Botswana

et De Beers pour l'exploitation minière et la commercialisation des diamants ainsi qu'un engagement de De Beers à investir dans les infrastructures et le développement du secteur local auraient par ailleurs fait l'objet d'un accord.

Pour rappel, De Beers, deuxième producteur mondial de diamants en volume, représente une importance systémique au Botswana (environ 90% des exportations du pays et 20% du PIB). L'annonce intervient sur un marché du diamant bouleversé par l'émergence des diamants de synthèse et la mise en place de règles strictes de certification visant à écarter des marchés du G7 les diamants venant de Russie. Le Botswana, qui a d'ores-et-déjà obtenu de devenir le deuxième centre mondial de certification des diamants bruts (après Anvers), semble décidé à monter en gamme dans la chaîne de valeur du diamant afin d'accélérer son développement économique.

Mozambique

La Banque centrale abaisse son taux directeur de 0,5 point à 12,25% (*Banco de Moçambique*)

Le comité de politique monétaire de la Banque du Mozambique a abaissé son taux directeur de 0,5 point à 12,25% lors de sa réunion du 27 janvier. Il s'agit de la septième baisse consécutive du taux directeur depuis janvier 2024 (-5 points au total, depuis le point haut de 17,25%). Elle est toutefois inférieure aux prévisions des observateurs et aux dernières baisses (-0,75 point de base lors des six occurrences précédentes), en raison de la reprise récente de l'inflation (+4,2% sur un an en décembre 2024, contre +2,8% sur un an en novembre) dans un contexte de grave crise politique et sociale. L'institution monétaire a également abaissé de 10 points son taux de réserves obligatoires (de 39,5% à 29,5% pour les réserves en devises étrangères et de 39% à 29% pour les réserves en monnaie locale), qui était en vigueur depuis le 31 mai 2023. Dans le même temps, l'Association mozambicaine des Banques a abaissé son taux préférentiel de 0,7 point à 19% (soit -4,5 points au total depuis le lancement de la politique de

normalisation de la Banque Centrale en janvier 2024).

Le Président de la République, Daniel Chapo, vient d'achever la composition de son premier gouvernement (Présidence)

Daniel Chapo a achevé le 30 janvier la formation de son premier gouvernement, ne reconduisant du gouvernement précédent que le ministre de la Défense, Cristóvão Chume, en poste depuis novembre 2021. Conformément à l'annonce faite lors de son discours d'investiture du 15 janvier, le nombre de ministères a été légèrement réduit (18, contre 21 précédemment). Trois secrétariats d'État, dont les compétences relèvent désormais directement de la Présidence de la République (Jeunesse et Emploi, Sports, et Formation technique et professionnelle), et la fonction de vice-ministre, ont par ailleurs été supprimés. Au niveau déconcentré, les 10 gouverneurs provinciaux ont pris leurs fonctions le 20 janvier, et les 10 secrétaires d'État provinciaux le 30 janvier (à l'exception de la province de Maputo). Dans le détail, Benvinda Levi est la nouvelle Première ministre. Juriste, 55 ans, elle a précédemment officié en tant que ministre de la Justice (2008-2015) et conseillère juridique du Président Filipe Nyusi (2015-2024). Carla Louveira, économiste de 43 ans et ancienne vice-ministre au sein de l'ancien ministère de l'Economie et des Finances, est la nouvelle ministre des Finances. Salim Valá a été nommé ministre de la Planification et du Développement. Économiste, il a été président du Conseil d'administration de la Bourse de Valeurs du Mozambique (2016-2024), conseiller du Président de la République pour les affaires économiques et de développement (2015-2016) et a officié comme Secrétaire permanent et directeur national de la promotion du développement rural au sein du défunt Ministère de la Planification et du Développement du gouvernement d'Armando Guebuza. Basílio Muhate a été nommé ministre de l'Économie. Économiste et homme politique, 45 ans, Muhate a servi comme membre du Conseil non exécutif de la Banque du Mozambique, et dans l'entreprise publique Domus Imobiliária. Il a également été Secrétaire général de l'Organisation de la Jeunesse

Mozambique (OJM) et membre du Comité central du parti Frelimo. Roberto Monteiro reprend les fonctions de l'ex-Ministère de l'Industrie, du Commerce et le portefeuille du tourisme de l'ancien Ministère de la Culture et du Tourisme. Estevão Pale est le nouveau ministre des Ressources minérales et de l'Énergie. Pale, 69 ans, économiste, a officié en tant que président du conseil d'administration de l'ENH de 2020 à 2024 et comme président du conseil d'administration de la Compagnie Mozambicaine des Hydrocarbures (CMH SA) de 2005 à 2019. João Jorge Matlombe, économiste de 47 ans et ancien conseiller aux transports de la municipalité de Maputo, a été nommé ministre des Transports et de la Logistique. Roberto Albino a été nommé ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Formé en gestion d'entreprise, il a été directeur général à l'Agence de Développement de la Vallée du Zambeze (2011-2027) et directeur au Centre de Promotion Agricole du Ministère de l'Agriculture (2006-2011). Américo Muchanga est le nouveau ministre des Communications et de la Transformation Numérique. Ingénieur en électronique, il a officié au sein de l'ancien ministère des Transports et des Communications, où il a été directeur de l'IINCM, l'autorité régulatrice des communications, puis président des Aéroports du Mozambique (2022-2024), président-directeur général des Lignes aériennes du Mozambique (LAM; juillet 2024 - janvier 2025). Enfin, Mateus Saize, juge constitutionnel, a été nommé ministre de la Justice et des Affaires religieuses et constitutionnelles.

Namibie

Hausse du taux de chômage en Namibie à 36,9% en 2023 (Namibia Statistics Agency)

D'après la dernière publication de l'Agence nationale des statistiques namibienne relative au marché du travail, la population employée en Namibie était estimée à 546 805 personnes en 2023, dont 300 794 hommes et 246 011 femmes. Le secteur de l'agriculture, des forêts et de la pêche représente le principal pourvoyeur

d'emplois, concentrant 16,1 % de la main-d'œuvre totale, principalement masculine (23,1 % des hommes et 7,6 % des femmes). D'autres secteurs majeurs incluent le commerce de gros et de détail (10,0 %), l'industrie manufacturière (9,8 %) et les services administratifs et de soutien (9,3 %). [Le taux de chômage a ainsi progressé de 33,4 % en 2018 à 36,9 % en 2023, confirmant la détérioration du marché de l'emploi.](#) Cette augmentation résulte notamment du ralentissement de la croissance (-0,8% en 2019, -8,1% en 2020, +3,6% en 2021, +5,3% en 2022 et +4,2% en 2023) et de l'impact persistant de la pandémie de Covid-19. Le chômage touche particulièrement les jeunes, atteignant 57,7 % chez les 15-19 ans. Ce taux diminue globalement avec l'âge, atteignant 19,4 % pour les 55-59 ans. Les femmes restent plus exposées au chômage que les hommes (39,6 %, contre 34,6 % pour les hommes).

Zambie

Publication d'une étude de faisabilité démontrant le potentiel d'une mine d'uranium en Zambie (Proactive Investors)

GoviEx Uranium a publié les résultats de son étude de faisabilité pour le projet d'uranium Muntanga en Zambie, mettant en avant des indicateurs économiques prometteurs pour la pérennité du projet. L'étude souligne que le projet présente un faible risque technique, en raison de l'utilisation d'une exploitation à ciel ouvert peu profonde. Le site bénéficie également d'une infrastructure existante, incluant l'accès routier, l'eau, le raccordement au réseau électrique et des routes d'exportation établies via la Namibie, permettant ainsi de desservir les marchés internationaux. La mine pourrait être mise en activité dès 2028 et pourrait produire environ 2 millions de livres (1000 tonnes) par an pendant 12 ans.

Ce projet ferait de la Zambie un nouvel acteur d'un secteur de l'uranium en pleine croissance (d'environ 50 USD la livre en janvier 2023 à 75 USD fin 2024), le nucléaire étant considéré comme une source d'énergie sûre et peu polluante, notamment pour alimenter la croissance exponentielle du secteur de l'intelligence artificielle. Le marché de l'uranium vient

toutefois de connaître une baisse notable (-5 USD la livre à environ 70USD la livre), en partie attribuée à l'émergence de DeepSeek, un nouveau modèle d'intelligence artificielle chinois qui consommerait 95 % d'énergie en moins que le leader américain Chat GPT d'OpenAI.

L'inflation annuelle se maintient à 16,7% au mois de janvier 2025 (Zamstats)

Selon l'agence nationale des statistiques (Zamstats), les prix à la consommation ont augmenté de 16,7% en glissement annuel au mois de janvier, soit un taux stable par rapport au mois de décembre. L'inflation reste ainsi à son niveau le plus élevé depuis novembre 2021, alimentée par une sécheresse sans précédent (pénuries de maïs, de poisson et de légumes), l'augmentation de la demande de combustible dans un contexte de ruptures d'approvisionnement électrique, et par la faiblesse persistante du Kwacha (-0,6% sur un mois par rapport au dollar américain à fin janvier, -16% par rapport à la fin juin 2024) . L'inflation a principalement été portée par les postes « alimentation et boissons non alcoolisés » (+19,2%, soit une contribution positive de 11,2 points au total), « logement, eau, électricité et carburants » (+20,7%, soit +2,3 points), et « transport » (+13,5%, soit +1,1 points). Pour mémoire, la Banque centrale a relevé son taux d'intérêt directeur à 14% au mois de novembre, soit un niveau inédit en sept ans, afin de soutenir le Kwacha et de ralentir une inflation qui devrait rester supérieur à l'intervalle cible (6-8%) de l'institution sur les huit prochains trimestres. Le prochain comité de politique monétaire aura lieu les 10 et 11 février 2025.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr